



Sophie Cœuré
Rachel Mazuy

Voyages
des intellectuels français
en Union soviétique

Cousu de fil rouge

CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



En 1936 paraît à Paris le *Retour d'URSS* d'André Gide. La controverse retentissante déclenchée par l'ouvrage fait émerger l'une des énigmes de la vie politique et culturelle française au xx^e siècle : la mode des voyages en Union soviétique. Des années 1920 aux années 1980, cédant pour la plupart à la fascination pour la révolution d'Octobre, souhaitant pour d'autres prouver l'échec des Soviets, écrivains, journalistes, artistes mais aussi architectes, instituteurs ou étudiants font le « pèlerinage à Moscou ». Henri Barbusse, Romain Rolland, André Malraux, Louis

Aragon, André Gide, Jean Renoir, Jean Effel... contribuent à bâtir un mythe politique et littéraire.

Vingt ans après la disparition de l'URSS, les archives parlent et permettent d'entrer enfin au cœur de la fabrication de l'utopie communiste. Comment l'administration et les dirigeants soviétiques préparaient-ils les voyages ? Comment fonctionnait le fameux « Intourist » ? Comment les voyageurs étaient-ils accueillis, guidés, incités à écrire au retour un récit le plus favorable possible ? Quel fut le destin, parfois tragique, de leurs accompagnateurs ? Des rapports des interprètes aux menus des dîners officiels, des instructions des ambassadeurs aux souhaits des visiteurs, ces documents inédits permettent de mieux comprendre les logiques et les ambiguïtés de l'engagement des intellectuels face au modèle soviétique et au communisme.

Sophie Cœuré est professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 7 Denis Diderot. Elle a notamment publié La mémoire spoliée. Les archives des Français butin de guerre nazi et soviétique (2007). Rachel Mazuy est historienne, auteur de Croire plutôt que voir. Voyages français en Russie soviétique. Les traductrices, Galina Kuznetsova et Elena Aniskina, sont archivistes aux Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF).

Cousu de fil rouge

Direction fédérale des Archives de Russie.
Archives d'État de la Fédération de Russie (Moscou).
Centre d'Études du Monde russe, soviétique et post-soviétique (EHES/CNRS,
Paris).
Centre de recherche d'histoire quantitative (CNRS, Caen).
Centre Roland Mousnier, Université Paris Sorbonne (Paris IV).

MONDES RUSSES et EST-EUROPÉENS

SOUS LA DIRECTION DE

Wladimir Berelowitch
Francine-Dominique Liechtenhan
Sergeï V. Mironenko

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Boris Ananitch, Alexandre Avdeev, Roger Bartleet, Alexis Berelowitch, André Berelowitch, Daniel Beauvois, Alain Blum, Yves Cohen, François-Xavier Coquin, Sarah Davies, Sabine Dullin, Marc Ferro, Sheila Fitzpatrick, Alexandre Foursenko, Catherine Goussef, Andrea Graziosi, Suzan Gross-Salomon, Peter Holquist, Andreas Kappeler, Sergeï Karp, Vladimir Kozlov, Moshe Lewin, Martine Mespoulet, Claire Mouradian, Vladislav Nazarov, Marie-Pierre Rey, Antonella Salomoni, Jutta Scherrer, Ales-sandro Stanziani, Piotr Stegny, Norman Stone, Alexandre Tchouibarian, Antonello Venturi, Nicolas Werth, Piotr Zaborov.

La collection « Mondes russes et est-européens. États, Sociétés, Nations » est consacrée à l'histoire de la Russie et de l'URSS, ainsi que des autres pays d'Europe centrale et orientale, à l'époque moderne et contemporaine, jusqu'au temps présent. Elle répond à une situation nouvelle qui a modifié en profondeur le travail de l'historien de cette aire. L'ouverture de fonds d'archives qui, encore récemment, étaient fermés, voire ignorés, l'accès facilité de ces pays, dont certains ont rejoint la Communauté européenne conduit l'historien à se poser des questions nouvelles sur leur passé. Les thèmes de recherche dont on commence seulement à entrevoir la richesse se multiplient ainsi, de sorte que, peu à peu, se précisent les contours d'une histoire qui n'est connue encore qu'en pointillé. Issue de ces situations nouvelles et favorables, sur le plan intellectuel comme sur le plan documentaire, la collection est en grande partie le fruit d'une collaboration avec les chercheurs des pays d'Europe centrale et orientale. Elle comprend aussi bien des monographies que des recueils de documents d'archives inédits et des ouvrages collectifs.

Sous la direction de
Sophie Cœuré, Rachel Mazuy

Avec la collaboration de
Elena Aniskina
Galina Kuznetsova

Cousu de fil rouge

Voyages des intellectuels français en Union soviétique

150 documents inédits des Archives russes

Traductions
Sophie Cœuré
Vsevolode Gousseff
Rachel Mazuy

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche - 75005 Paris

Déjà parus

Mondes russes, États, Sociétés, Nations

Catherine Klein-Gousseff (dir.), *Retours d'URSS. Les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques (1941-1951)*, 2001.

Francine-Dominique Liechtenhan, *Les trois christianismes et la Russie. Les voyageurs occidentaux face à l'Église orthodoxe russe (XV^e-XVIII^e siècle)*, 2002.

Daniël Beauvois, *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine, 1793-1830*, 2003.

Marlène Laruelle, *Mythe aryen et rêve impérial dans la Russie du XIX^e siècle*, 2005.

Mondes russes et est-européens

Marie-Claude Maurel et Maria Halamska, *Démocratie et gouvernement local en Pologne*, 2006.

Juliette Cadiot, *Le laboratoire impérial. Russie-URSS, 1860-1940*, 2007.

Silvia Serrano, *Géorgie. Sortie d'empire*, 2007.

Gilles Favarel-Garrigues, *La police des mœurs économiques. De l'URSS à la Russie*, 2007.

Catherine Gousseff, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride*, 2008.

Martine Godet, *La pellicule et les ciseaux, La censure dans le cinéma soviétique du Dégel à la perestroïka*, 2010.

Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne. Paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, 2010.

Larissa Zakharova, *S'habiller à la soviétique. La mode et le Dégel en URSS*, 2011.

SOMMAIRE

Introduction.....	9
Retour sur le « retour d'URSS ». Dans les coulisses d'un mythe politique et littéraire.....	9
Note sur la publication.....	35
Présentation des fonds Les structures d'accueil des voyageurs français aux Archives d'État de Russie (GARF).....	37

PREMIÈRE PARTIE

Les structures d'accueil et la préparation du départ

1. La VOKS (Société pour des relations culturelles avec l'étranger) et l'Intourist	49
2. La collaboration avec d'autres institutions soviétiques en contact avec les étrangers	83
3. La construction d'un réseau en France : correspondances préparatoires aux voyages.....	115

DEUXIÈME PARTIE

Le voyage en Union soviétique

4. Bilans et statistiques	159
5. Programmes, itinéraires, autorisations et intendance.....	175
6. La gestion des voyageurs : visites, contacts, réceptions, frictions	205

TROISIÈME PARTIE
Bilans et retours d'URSS

7. Les analyses soviétiques des impressions des voyageurs.....	243
8. Déclarations et remerciements des visiteurs français.....	281
9. Retours d'URSS: publications, conférences et collaborations.....	295
Chronologie	335
Bibliographie.....	341
Liste des sigles et acronymes	353
Index des noms propres	357
Sommaire détaillé et références des documents publiés	367
Remerciements.....	379

INTRODUCTION

Retour sur le « retour d'URSS ». Dans les coulisses d'un mythe politique et littéraire

« Défendre la culture, bien, mais alors pourquoi
uniquement des signatures de gauche.
Ça lui paraît, comme il dit, cousu de fil rouge! »
André Gide à André Malraux, 1935¹

En novembre 1936 paraissait dans les librairies françaises le *Retour d'URSS* d'André Gide. La personnalité illustre de l'auteur et le contenu critique de l'ouvrage, immédiatement tiré à plus de 150 000 exemplaires, suscitèrent en plein cœur du Front Populaire une bonne centaine de comptes rendus et plusieurs livres de répliques, auxquels Gide répondit à son tour en 1937 par les *Retouches à mon retour d'URSS*. Cette controverse retentissante faisait émerger sur le devant de la scène politique et culturelle l'un des éléments les plus énigmatiques du moment communiste que connut l'Europe au xx^e siècle: la mode des voyages en Union soviétique. Des années 1920 aux années 1980, cédant pour la plupart à la fascination d'une partie des

1. Maria Van Rysselberghe, *Les Cahiers de la Petite Dame. Notes pour l'histoire authentique d'André Gide*, T. 2, Paris, Gallimard, 1974, p. 443.

opinions publiques occidentales pour la révolution russe et ses réalisations, souhaitant pour d'autres prouver l'échec du modèle soviétique, quelques dizaines de milliers d'intellectuels européens se rendirent à Moscou pour quelques jours ou quelques semaines. Des noms toujours illustres – Henri Barbusse, Romain Rolland, André Malraux, Louis Aragon, André Gide, Jean-Paul Sartre..., d'autres un peu effacés par le flux des années – André Mazon, Jules Grandjouan, Vladimir Pozner, Andrée Viollis et Simone Téry, Jean Effel, Joë Nordmann, Fernand Grenier..., contribuèrent en France à bâtir un mythe politique et littéraire durable, matrice du voyage en Chine, en Yougoslavie ou à Cuba.

Au cœur d'une géopolitique culturelle, le voyage en URSS de « l'intelligentsia petite-bourgeoise »

En se proposant dès 1917 comme modèle à l'Europe et au monde, la jeune Russie soviétique se lançait dans un combat de longue haleine dont les armes furent, indissociablement, la puissance et l'influence. La propagande politique affichée ou clandestine, la diffusion massive d'une image positive du nouveau régime s'appuyèrent précocement sur l'invitation d'hôtes étrangers et leurs comptes rendus favorables au retour. Cette pratique inédite par sa systématisation fit couler, dès le début des années 1920, beaucoup d'encre critique. Les démonstrations argumentées de la fabrication et de la surveillance des « voyages Potemkine », les appels désespérés des rares témoins échappés d'URSS, les souvenirs teintés ou non de repentance, les dénonciations de la manipulation, de l'infiltration, de la crédulité des Occidentaux en URSS, les premiers florilèges de « retours d'URSS² » venaient nourrir le débat polémique. Ils s'opposaient aux tableaux favorables qui continuèrent d'être publiés jusqu'aux années 1970. Le contraste entre le « charme universel d'Octobre³ » et la réalité soviétique se faisait toujours plus flagrant, au rythme de l'acquisition de connaissances précises sur les répressions avec leurs millions de victimes et le coût économique et social du système soviétique.

Pour autant, on n'en savait guère plus sur l'organisation précise des voyages en URSS même⁴, moins encore sur les mécanismes d'adhésion au modèle

2. Cf. le travail pionnier de Fred Kupferman, *Au pays des Soviets. Le voyage français en Union soviétique. 1917-1939*, Paris, Gallimard-Julliard, 1979, rééd. Tallandier, 2007.

3. L'expression est de François Furet dans *Le passé d'une illusion*, Paris, R. Laffont, 1995.

4. Cf. cependant, à partir des publications soviétiques et des témoignages, les ouvrages importants de Sylvia R. Margulies, *The pilgrimage to Russia. The Soviet Union and the treatment of foreigners (1924-1937)*, The University of Wisconsin Press, 1968 et Paul Hol-

soviétique. Or, depuis le début des années 1990 et le vote par la Fédération de Russie de deux lois sur les archives, l'ouverture de millions de dossiers des administrations de l'ex-Union soviétique a profondément renouvelé le questionnaire sur le communisme en Europe et dans le monde. On connaît mieux le fonctionnement de l'État-Parti et de sa diplomatie, de l'économie, de la société et de la culture du régime, sans pour autant essentialiser la rupture d'Octobre 1917 ni se couper des racines russes de l'histoire soviétique. Les approches biographiques et institutionnelles croisées permettent d'approcher la « zone grise » des accommodements personnels de chaque individu avec le pouvoir. Cette même approche enrichit la connaissance des partis communistes des démocraties occidentales, de leurs organisations « de masse » et des cercles concentriques de la participation et de l'adhésion, de l'électeur au sympathisant, du militant au permanent.

Ces interrogations ont permis depuis quelques années la publication de travaux documentés par des sources d'archives inexplorées, indispensables pour comprendre l'exemplarité française au cœur d'un phénomène qui marqua tout l'Occident : l'Allemagne avant 1933 et dans les années de l'Ostpolitik, mais aussi la Grande-Bretagne et les États-Unis, la Suisse, l'Europe centrale et du Nord. On peut ainsi mieux décrire et comprendre le rôle du voyage en URSS, au cœur d'une diplomatie culturelle plus vaste, déployée de manière inédite par le régime soviétique à partir des années 1920⁵. Cette diplomatie culturelle participait à la fois de la diplomatie la plus classique, de la propagande idéologique, et de la politique économique extérieure. Si ses moyens d'actions la classent incontestablement parmi les outils d'influence du « soft power », ce pouvoir « doux » ne saurait être placé trop simplement du côté de l'État face au parti, de la légalité face à la subversion. Par ses objectifs, il servait les intérêts nationaux et impériaux de l'URSS, défensifs ou offensifs, mais contribuait aussi fortement à la lutte idéologique menée pour le rayonnement du communisme par la force, la conspiration ou la persuasion.

On voit par là que le voyage en URSS trouvait sa place dans l'élaboration progressive d'une véritable géopolitique culturelle. Sa conduite par un réseau complexe d'institutions au sein de l'État-parti, l'élaboration tâtonnante d'une politique adverse par le monde « libre » au moment de la guerre froide, les interactions avec la création culturelle, sa réception en termes d'image du modèle soviétique, ses liens avec l'engagement pro ou anticommuniste des intellectuels, constituent encore aujourd'hui un vaste champ de recherches.

lander, *Political Pilgrims. Travels of Western Intellectuals to the Soviet Union, China and Cuba (1928-1978)*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1981.

5. Pour une bibliographie complète sur les voyages en URSS et la diplomatie culturelle, cf. *infra* p. 341-352.

En publiant ces documents d'archives inédits, nous souhaitons permettre à chacun l'irremplaçable accès aux sources qui ouvre à l'interprétation personnelle, faire accéder autant que possible à la langue, à la forme de ces rapports et de ces correspondances, une fois franchi le filtre de la traduction et/ou du passage de l'écriture manuscrite à la page imprimée. Nous espérons aussi faire partager au lecteur le frisson qui a saisi, à partir des années 1990, les historiens posant le pied pour la première fois sur le continent quasi vierge des archives soviétiques.

Et l'on trouvera beaucoup dans les documents publiés ici, même si l'on ne doit pas non plus tout y rechercher. Le choix a été fait d'éclairer la place, parmi l'ensemble des voyageurs français en URSS, de celles et ceux que les Soviétiques appelaient « l'intelligentsia petite-bourgeoise », en puisant dans deux grands fonds des Archives d'État de la Fédération de Russie, celui de la Société pour les relations culturelles avec l'étranger, – la VOKS, et celui de l'Intourist ainsi que, à la marge, dans le fonds du Commissariat du peuple à l'éducation. L'intelligentsia : une catégorie qui, vue de Moscou, se définissait par son statut, son diplôme et sa profession – écrivains, artistes, architectes, cinéastes, journalistes...-, mais aussi par ses origines sociales et sa fonction dans la société socialiste. C'est dès avant 1917 que Lénine avait théorisé la place de la culture, et tout particulièrement de la littérature, qui devait se placer au service du Parti. L'intelligentsia en URSS n'était plus l'intelligentsia russe du XIX^e siècle. Elle ne correspondait pas pour autant à ce que les Français nommaient, depuis l'affaire Dreyfus, les « intellectuels », pour autant que ce terme ait dans l'entre-deux-guerres trouvé un sens précis, au confluent du statut professionnel et de l'engagement proclamé au service d'une cause politique. « L'intelligentsia petite-bourgeoise » française était considérée par les Soviétiques comme un groupe pouvant jouer un rôle important dans la construction d'une image favorable de l'URSS et, le cas échéant, dans l'adoption de son modèle culturel, ce qui ne présupposait nulle appartenance politique. On y trouvait certes une majorité de « compagnons de route ». Le terme avait été tôt adopté par l'Occident pour désigner les partisans non communistes de l'URSS, plus utiles hors du parti qu'en son sein. C'était d'ailleurs au prix d'une distorsion avec le sens initial qu'employait Trotski en 1923 : dans *Littérature et révolution* en effet, le *poputčik* était un écrivain hésitant, qui n'avait pas encore saisi le sens de l'idéal révolutionnaire prolétarien, figure de transition plus que d'accompagnement. Mais purent aussi bénéficier de cet encadrement des membres du Parti communiste français, qui, comme Henri Barbusse et plus tard Louis Aragon⁶, jouaient par ailleurs

6. Tous les noms cités dans l'introduction renvoient à des indications biographiques dans les annotations des documents.

un rôle significatif dans la politique culturelle du PCF. Et des intellectuels à priori hostiles à l'URSS furent eux aussi pris en charge, dans l'espoir qu'ils produisent au retour un témoignage plus favorable.

Ces 150 documents choisis parmi des milliers de dossiers éclairent, sans l'épuiser, la vie des administrations soviétiques, des hommes et des femmes qui les firent fonctionner, des personnalités françaises qui en furent les hôtes. Leur exemplarité est réelle, non leur représentativité, tant ces organisations demeurent encore imparfaitement connues, tant l'histoire des fonds d'archives elle-même est heurtée. On le constate avec la mauvaise conservation, voire la disparition de nombreux dossiers de l'Intourist, ou l'absence de documentation sur un voyageur aussi important que Louis-Ferdinand Céline, pourtant auteur d'une saisissante description de la « Vox » dans *Bagatelles pour un massacre* en 1937. On a ici des rapports et des correspondances, qui illustrent le fonctionnement des institutions et non la prise de décision. Si l'on entend l'écho des voix du sommet du pouvoir par les lettres adressées au Comité central du Parti communiste ou au commissariat du peuple (puis ministère) des Affaires étrangères, la correspondance avec le commissariat du peuple au Commerce extérieur reste en revanche absente. Or l'on découvre de plus en plus l'importance des enjeux économiques – par l'apport de devises notamment – de cette diplomatie culturelle. L'absence de tout échange avec les instances de la police politique enlève à l'évidence une part d'âpreté au fonctionnement de cette bureaucratie d'influence. On sait pourtant que les diverses incarnations de la surveillance politique, OGPU (1922), NKVD (1934) puis MVD (1946) et KGB (1954), développèrent une intense activité de surveillance (par les rapports d'agents et l'ouverture des correspondances), de censure, d'instrumentalisation et de répression des acteurs de la culture soviétique, tout particulièrement de ceux qui étaient en contact avec l'étranger⁷. Enfin, si certains documents se répondent au sujet de tel ou tel voyageur, il faut toujours avoir à l'esprit qu'il ne s'agit que de quelques pages parmi des dossiers plus fournis, parfois surabondants, tels des centaines de feuillets consacrés au seul voyage d'Henri Barbusse en 1927. Chaque archive n'est que la trace d'une vie, la rencontre entre une administration et un itinéraire dont l'épaisseur biographique a pu, parfois, être saisie avec bonheur par d'autres sources. Ainsi l'étonnant dialogue entre Romain Rolland et Aleksandr Arosev, éclairé par les travaux croisés de Bernard Duchatelet et de Michael David-Fox⁸, fut-il un symbole des malentendus entre Français et

7. Cf. bibliographie *infra*, et notamment les recueils de documents publiés à partir des années 1990.

8. Cf. la préface et l'édition par Bernard Duchatelet de Romain Rolland, *Voyage à Moscou (juin-juillet 1935)*, Paris, Albin Michel, 1992, l'édition du journal d'Aleksandr Arosev par Ol'ga Aroseva, *Bez grima (Sans fard)*, Moscou, Centropoligraf, 1999 ; Michael David-Fox,

Soviétiques dont Arosev paya le prix de sa vie, tout autant que la rencontre de deux ambitions et de deux individualités créatrices.

Créer des « Amis de l'URSS ». Naissance d'une bureaucratie d'influence dans les années 1920

Quelle fut la place de la VOKS et de l'Intourist dans la diplomatie culturelle, cette polycratie progressivement mais imparfaitement rationalisée, dont Elena Aniskina et Galina Kuznetsova nous présentent plus loin les principaux fonds d'archives aux Archives d'État de Russie ?

Dès octobre 1917, la propagande s'était imposée comme une préoccupation importante des dirigeants du nouveau régime bolchevik en guerre extérieure et civile. De 1918 au milieu des années 1920, le commissariat du peuple aux Affaires étrangères (*Narkomindel* ou NKID), dirigé par Georgij Vasil'evič Čičerin, envoyait vers la presse étrangère les premières dépêches destinées à briser la « muraille de Chine » (Lénine) de l'hostilité impérialiste. Aidé de la poignée de Français qui, vivant en Russie, avaient choisi le bolchevisme, ou qui avaient gagné dès que possible la patrie des révolutionnaires, le *Narkomindel* se chargeait aussi d'accueillir tant bien que mal les premiers visiteurs, tel le journaliste Albert Londres ou Édouard Herriot alors député du Rhône et président du parti radical. De son côté, le parti bolchevik faisait de son mieux pour recevoir et convaincre les militants délégués aux premières réunions de l'Internationale communiste (*Komintern*) fondée en 1919. C'est au milieu de la décennie, une fois stabilisé le jeune État soviétique et abandonnée la politique d'expansion révolutionnaire immédiate en Europe, qu'apparut une première structuration propre de la propagande culturelle.

Celle-ci connut ses premiers balbutiements avec la mobilisation organisée depuis Moscou en faveur des populations frappées par la terrible famine de 1921-1922, dont les Soviets rendaient responsables le blocus international. En 1923 était créée la Commission pour l'aide étrangère à la Russie, rattachée au Comité exécutif central de l'Union, le VCIK, et chargée notamment d'organiser des tournées d'artistes ou d'expositions soviétiques à l'étranger puis de distribuer l'aide ainsi récoltée. On retrouve nombre des membres de cette commission à la naissance, en 1925, de la Société pan-soviétique pour les relations culturelles avec l'étranger (*Vsesojuznoe Obsčestvo Kul'turnoj Svjazi s zagranicej*, la VOKS). La VOKS était fondée sous la forme d'une

« Stalinist Westernizer? Aleksandr Arosev's Literary and Political Depictions of Europe », *Slavic Review*, 62-4 (2003), pp. 733-759 et « The "Heroic Life" of a Friend of Stalinism: Romain Rolland and Soviet Culture », *Slavonica*, 11-1 (2005), pp. 3-29.

« organisation sociale ». Cette structure administrative originale palliait l'absence de sphères gouvernementales dans de nombreux domaines, tout en permettant, dans le contexte « semi-libéral⁹ » de la Nouvelle politique économique (NEP) mise en place à partir de 1921, une réelle continuité à beaucoup d'associations nées au début du xx^e siècle. Les « organisations sociales », dont le but était « l'action dans la société », s'enregistraient obligatoirement auprès du NKVD, qui s'adressait aux commissariats du peuple compétents pour valider leur existence. On pouvait y adhérer soit collectivement (ministère, usine...), soit individuellement. Les 4 500 « organisations sociales » dénombrées par I. N. Il'ina¹⁰ à la fin des années 1920 couvraient un spectre très large : sociétés scientifiques, culturelles (comme la puissante organisation de lutte contre l'analphabétisme *Doloi Negramotnost'*!), sportives, nationales (Juifs, Allemands, Bessarabiens...), politico-sociales (komsomols et pionniers, Croix-Rouge soviétique), sociétés « d'amis » (de la radio, du cinéma soviétique...). C'est également sous ce statut que furent créées des organisations de masse à vocation internationale, pour la plupart financées par l'Internationale communiste, dont certaines jouèrent un rôle important dans la diffusion d'une image positive de l'URSS, comme l'Internationale communiste des jeunes (KIM), l'Internationale sportive (*Sportintern*), le Secours ouvrier international (*Meždunarodnaja Rabočaja Pomošč* ou *Mežrabpom*), l'Association internationale d'aide aux révolutionnaires, dite aussi Secours rouge international (*Meždunarodnaja organizacija pomošči borcam revoljucii*, ou MOPR).

Les « organisations sociales » fonctionnaient sous le double contrôle de l'État (le VCIK et le *Sovnarkom*, Conseil des commissaires du Peuple de l'URSS) et du Comité central du parti. La direction de la VOKS intégrait ainsi les principaux acteurs de la culture soviétique comme les commissariats du peuple à l'Instruction et à la Santé, les représentants des institutions scientifiques et culturelles (musées, académies, universités), des éditions d'État, des trusts photographiques et cinématographiques soviétiques. Elle comprenait aussi des représentants du contrôle étatique – commissariat du peuple aux Affaires étrangères, Direction centrale de la censure (*Glavlit*), commissariat à la Planification (*Gosplan*) – et du parti : Comité central du PC(b), département de propagande du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

La VOKS se vit confier de vastes missions¹¹. Elle devait non seulement accueillir les voyageurs étrangers, mais aussi diffuser largement hors de

9. Cette notion est discutée par *Stuart Finkel, On the Ideological Front: The Russian Intelligentsia and the Making of the Soviet Public Sphere*, Yale University Press, 2007.

10. I. N. Il'ina, *Obščestvennye organizacii Rossii v 1920^e gody (Les organisations sociales en Russie dans les années 1920)*, Moscou, RAN, 2001.

11. Voir aussi plus loin la présentation de la VOKS par Galina Kuznetsova.

l'URSS les publications, les photographies, les films ou les expositions soviétiques et remplir diverses tâches d'expertise concernant la culture étrangère. Ces tâches se déployèrent dans le cadre favorable de la reconnaissance officielle de l'Union soviétique par la France en 1924. Dès lors, il y eut toujours à l'ambassade soviétique à Paris un diplomate « référent » travaillant à relayer l'action de la VOKS. Les voyages des dirigeants, artistes, et savants soviétiques en France, dont en 1925 et 1927 ceux d'Ol'ga Davidovna Kameneva, présidente de la VOKS, facilitèrent incontestablement la rencontre entre le projet lancé par Moscou et la curiosité qui poussait les premiers voyageurs vers l'URSS. Les premières mobilisations françaises en faveur de la Russie soviétique, avec le Comité de secours aux enfants russes créé par Gabrielle Duchêne lors de la famine de 1921-1922 et la création des éphémères « Amitiés franco-russes » par Édouard Herriot au moment du rapprochement diplomatique en 1924, furent suivies, dans la seconde moitié des années 1920, de la naissance d'associations plus durables. En 1925, le Comité pour les relations scientifiques avec l'URSS fut créé par le physicien Paul Langevin, l'orientaliste Sylvain Lévi et le professeur de russe André Mazon dans l'espoir de renouer des échanges apolitiques et réciproques avec la Russie¹². Il s'appuya à la fois sur la VOKS (pour l'accueil des étudiants et des savants et l'échange de documentation) et sur le ministère des Affaires étrangères français (pour son financement).

L'année 1927 marqua un tournant, avec la célébration en grande pompe à Moscou du X^e anniversaire de la révolution d'Octobre, et la naissance au début de l'année 1928 à Paris de deux associations parallèles et parfois concurrentes. D'un côté, l'association des Amis de la Russie nouvelle ou Cercle de la Russie neuve (dite aussi par les Soviétiques Société de rapprochement avec la Russie). Dirigé par Gabrielle Duchêne, le Cercle de la Russie neuve devint l'interlocuteur privilégié de la VOKS pour son recrutement dans « l'intelligentsia petite-bourgeoise » non communiste. De l'autre naquit l'Association des Amis de l'Union soviétique, branche française de la Société internationale des amis de l'URSS, *Obščestvo Druzej Sovetskoi Rossii*. Basée à Berlin, celle-ci fonctionnait sous l'égide du Komintern, de la section d'Agitprop du PC(b), de l'Internationale syndicale ou *Profintern* et de la Commission des relations extérieures du Conseil central des syndicats, *Vsesojuznyj Central'nyj Sovet Professional'nyh Sojuzov* (VCSPS). Les AUS se présentaient comme une organisation de masse « neutre et sans parti », présidée par des intellectuels prestigieux et non communistes. L'association était en réalité dirigée et partiellement financée par le PCF. Elle se lança rapidement dans

12. Cf. « André Mazon et les études slaves », dossier de la *Revue des études slaves*, t. 82-1, 2011.

l'organisation de voyages en groupe en direction de la patrie des Soviets. Elle recrutait dans sa base ouvrière et paysanne, mais aussi, le cas échéant, dans la petite bourgeoisie, instituteurs notamment, susceptible de se rallier au Parti communiste français. Pour autant, ses présidents d'honneur étaient bien des intellectuels : Henri Barbusse, Francis Jourdain, Panaït Istrati (rapidement en disgrâce) puis Romain Rolland. Nous les retrouverons donc dans les archives de la VOKS, alors que les documents sur les délégations prolétariennes se retrouvent aux archives du VCSPS ou du *Profintern*.

Dans le même temps, les vifs débats intérieurs sur les orientations artistiques et littéraires de la révolution prolétarienne et le rôle social de l'artiste s'exportaient directement auprès des écrivains membres du PCF et de la rédaction de *L'Humanité*, tel Henri Barbusse, puis Paul Vaillant-Couturier, Léon Moussinac, Paul Nizan ou Louis Aragon. Ceux-ci furent parfois amenés à travailler et à vivre en URSS. Ces séjours de plusieurs mois, voire plusieurs années, furent organisés et vécus de manière très différente des voyages courts organisés par la VOKS, même s'ils pouvaient également bénéficier des services de cette organisation. Par le canal du Bureau international pour la littérature révolutionnaire, né lui aussi au moment des célébrations de 1927, Moscou pouvait encore intervenir directement dans le débat français sur le soutien à la révolution d'Octobre et les formes possibles d'une nouvelle littérature, dont Romain Rolland et Henri Barbusse avaient posé les fondations dans la revue *Clarté* au début de la décennie. Le Bureau devint en 1930, lors du congrès de Har'kov (Kharkov) auxquels assistaient Louis Aragon et Georges Sadoul, l'Union internationale des écrivains révolutionnaires (UIER), en russe *Meždunarodnoe Ob'edinenie Revoljucionnyh Pisatelej* (MORP), fonctionnant sous l'égide du Komintern et du département de propagande du PC(b).

À l'extrême fin de la décennie, le dispositif d'accueil des étrangers connut enfin une consolidation majeure avec la création de l'Intourist¹³. Il s'agissait là non pas d'influence culturelle mais d'un organisme destiné avant tout à faire entrer en URSS les devises dont le pays avait cruellement besoin. Fondée en avril 1929, la Société d'État par actions pour le tourisme étranger en URSS, *Akcionernoe Obščestvo po Inostrannomu Turizmu v SSSR* était dirigée par un collège « d'actionnaires » (essentiellement les commissariats du peuple au Commerce extérieur et aux Voies de communications) qui géraient le capital initial de 5 millions de roubles, réparti en 200 « actions ». Sa mission était de développer le tourisme étranger : vente de billets, visas, transit, change, transports, hôtellerie, spectacles, vente de souvenirs, guides et publicité, assurances, etc. Ces objectifs fondamentalement économiques

13. Voir aussi plus loin la présentation de l'Intourist par Elena Aniskina.

n'étaient cependant pas exempts d'enjeux politiques. La nécessité de diffuser une image favorable de l'URSS conduisait à un tourisme politisé par l'inclusion obligatoire, en plus du parcours des richesses naturelles et culturelles héritées de l'empire des Tsars, de visites démontrant les réussites du régime : barrages, crèches, clubs d'usines... De plus, la présence de touristes « bourgeois » en contact potentiel avec la population soviétique devait rester sous contrôle. Ainsi, tout en dépendant administrativement du commissariat du peuple au Commerce extérieur (1929-1933 et 1938-1964) ou du praesidium du VCIK (1933-1938), l'organisme était également contrôlé par le NKVD. À la fin des années 1930, le chef de la police politique Lavrenti Beria conseilla d'ailleurs à Staline de ne pas rendre cette tutelle trop visible, pour éviter que « les personnes de la petite bourgeoisie et de l'intelligentsia ne prennent peur des voyages en URSS¹⁴ ». L'Intourist mit sur pied à l'étranger (à Paris en 1932) un réseau d'agences qui vendaient des voyages en groupe. L'organisme fut petit à petit chargé du volet hôtellerie et transports des voyages en URSS, quel que fût le canal d'invitation : la VOKS bien sûr, chargée de « l'intelligentsia », mais aussi les commissariats du peuple, au premier rang desquels le *Narkomindel*, qui invitait régulièrement des représentants des gouvernements français, l'Union des écrivains fondée en 1932, ou les organisations sportives ou professionnelles soviétiques qui accueillaient leurs homologues, prolétaires ou non. Seuls les communistes venus clandestinement se former en URSS échappaient à l'aide matérielle de l'Intourist. À l'inverse, du fait que des membres de « l'intelligentsia » pouvaient s'inscrire aux voyages collectifs organisés par l'Intourist, ses dirigeants demandaient fréquemment à la VOKS de les recevoir ou d'organiser des rencontres et des visites plus spécifiquement culturelles.

La « décade rose » (1930-1937)

La diplomatie culturelle des années 1930-1937, cette « décade rose [...] saturée de congrès d'écrivains progressistes, de théâtres expérimentaux, de comités pour la paix et contre le fascisme, de sociétés de relations culturelles avec l'URSS » qu'évoquerait sans nostalgie excessive l'écrivain et ancien militant Arthur Koestler¹⁵ un peu plus tard, continua à fonctionner selon ce même schéma. Le décalage entre le fonctionnement de ces organisations, que nous

14. I. Maksimenkov, « Očerki nomenklatyrnoj istorii sovetskoj literatury. Zapadnye poli-grimy u stalinskogo prestola (Feuchtwanger i drugie) » (*Essais sur l'histoire de la nomenklatura de la littérature soviétique. Les pèlerins politiques occidentaux auprès de l'autel soviétique. Feuchtwanger et les autres*), *Voprosy Literatury*, 2004/2.

15. Arthur Koestler, Ignazio Silone, Richard Wright, André Gide, Louis Fischer, Stephen

donnent à voir les archives, et leur perception en France se fait plus frappant dans les années 1930. La VOKS était vue comme une organisation animée par l'intelligentsia soviétique, sans soumission totale au gouvernement ni au parti ; l'Intourist comme une agence de tourisme banale, comparable à Cook ou aux Wagons-Lits. Or l'un et l'autre organisme connaissaient purges et réorganisations. Canalisées et centralisées par le pouvoir, les « organisations sociales » virent disparaître l'autonomie relative des années 1920. À la tête de la VOKS, Ol'ga Kameneva, bannie en même temps que son frère Léon Trotski et bientôt arrêtée comme son mari Lev Kamenev, fut remplacée par Fedor Petrov puis Aleksandr Arosev.

Cette image de « société écran » (Jean-François Fayet) était d'autant plus utile que les évolutions convergentes de la diplomatie et de la ligne du Komintern, dans le contexte de l'accession de Hitler au pouvoir puis de la guerre d'Espagne, et de la crise économique mondiale qui remonetisait le modèle soviétique, contribuaient à ouvrir largement le champ de la diplomatie culturelle. À Paris, la mobilisation antifasciste culmina avec le congrès de juin 1935 pour la défense de la culture, en présence de plusieurs écrivains soviétiques¹⁶. À Moscou, le tournant de la politique culturelle plaçait l'écrivain au cœur de la fabrication des « ingénieurs des âmes », et conduisait à une réforme à la fois idéologique, avec l'instauration du réalisme socialiste, et institutionnelle¹⁷. La section étrangère de l'Union des écrivains fondée en 1932, joua un rôle croissant et se substitua bientôt à l'UIER, fermée en 1935. La VOKS et l'Intourist augmentèrent leur activité en lien avec l'Association pour le rapprochement scientifique avec la Russie et le Cercle de la Russie nouvelle, devenu en 1936 l'Association pour l'étude de la culture soviétique et investi par de jeunes intellectuels marxistes comme Paul Labérenne et Georges Friedmann.

Le philosoviétisme débordait alors largement la sphère des membres du PCF. Il se déploya *via* les Amis de l'URSS, mais aussi dans la vaste nébuleuse des organisations de masse du parti communiste et des organisations antifascistes et pacifistes. Ce vivier de curieux de l'URSS et de relais de sa propagande culturelle fournit les gros bataillons des voyageurs au pays des Soviets, anonymes ou illustres. Les correspondances de la première partie de ce recueil illustrent cet horizon d'attente des hommes et des femmes de

Spender, *Le Dieu des ténèbres*, introduction par R. Crossman, postface de R. Aron, Paris, Calmann-Lévy, 1950.

16. Cf. Sandra Terroni, Wolfgang Klein (éd.), *Pour la défense de la culture. Les textes du Congrès international des écrivains*, Paris, juin 1935, Éditions universitaires de Dijon, 2005.

17. Cf. Cécile Vaissé, *Les ingénieurs des âmes en chef. Littérature et politique en URSS (1944-1986)*, préf. de Claude Lefort, Paris, Belin, 2008.

«l'intelligentsia» française. Leur point commun, par rapport aux membres des délégations des AUS ou des simples voyageurs de l'Intourist, était de recevoir un traitement personnalisé dans la préparation et la réalisation de leur voyage, individuel ou en groupe. Leurs motivations restaient diverses, qu'ils aient été attirés par le rayonnement utopique de «la grande lueur à l'Est», mus par une curiosité professionnelle plus précise (professeurs de russe, architectes, médecins...), présents à l'occasion d'un événement, comme Louis Aragon, Jean-Richard Bloch, André Malraux, Vladimir Pozner, Paul Nizan au congrès des écrivains soviétiques de 1934, ou hôtes d'honneur intensément sollicités par leurs interlocuteurs soviétiques, tels Henri Barbusse, Romain Rolland, puis André Gide.

Ainsi, à la veille de la «Grande Terreur», la VOKS et l'Intourist se trouvaient au cœur du dispositif d'invitation et d'accueil des voyageurs de «l'intelligentsia» française. Les deux organismes, collaborateurs et rivaux, purent accueillir les mêmes visiteurs, tel le philosophe et sociologue Georges Friedmann qui séjourna en URSS, invité par la VOKS en 1931 et 1932, puis par l'Intourist en 1936. Ils n'avaient pas pour autant conquis de monopole. Les archives de la VOKS et de l'Intourist font ainsi écho à celles de l'Internationale communiste ou de l'Union des écrivains, publiées dans le beau recueil dirigé par Tamara Balašova¹⁸.

L'évolution du dispositif après la « Grande Terreur » et la Seconde Guerre mondiale

Les années 1936-1946 constituèrent alors une période de nette rupture. Les purges de la «Grande Terreur», qui s'enchaînèrent dès 1934 avec l'assassinat à Leningrad de Sergej Kirov, frappèrent au cœur le dispositif d'influence culturelle. Les «organisations sociales» pan-soviétiques, c'est-à-dire travaillant au niveau de l'ensemble de l'URSS, disparurent les unes après les autres pour n'être plus que quelques dizaines entre 1938 et 1947, année qui vit la fermeture du Secours rouge international (MOPR). La VOKS survécut certes à cette réduction drastique. Mais l'activité de la VOKS, tout comme celle de l'Intourist, tomba à son étiage le plus bas. Les frontières étant presque fermées, le flux annuel des voyageurs français vers l'URSS, qui avait atteint plusieurs milliers dans les quelques années précédentes, se réduisit à quelques dizaines à la veille de la guerre. Le contexte de conflit mondial devint

18. Tamara Balašova (éd.), *Dialog Pisatelej. Iz istorii rusko-francuzskih kul'turnyh svjazej XX veka -1920-1970- Dialogue d'écrivains – Pages d'histoire des relations culturelles franco-russes au XX^e siècle – 1920-1970*, Moscou, RAN- RGALI, 2002.

REMERCIEMENTS

Ce projet est né à l'initiative de Sergej Vladimirovič Mironenko, directeur des Archives fédérales de Russie (GARF), de Wladimir Berelowitch, directeur d'études à l'EHESS, et de Francine-Dominique Liechtenhan, directeur de recherches au CNRS. Il n'aurait pu voir le jour sans leurs encouragements et leur aide. Les co-directrices de l'ouvrage remercient Galina Albertovna Kouznetsova et Elena Aniskina qui ont contribué de manière décisive à la sélection des documents à Moscou puis à Paris. Un grand merci enfin pour leur aide dans le décryptage des documents et les recherches biographiques à Sabine Dullin, Marc Elie, Jean-François Fayet, Tatiana Gromova, Emilia Koustova, Claude Penetier, Valérie Pozner, Véronique Schiltz, Florin Turcanu, Timo Vihavainen et à toute l'équipe du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen de l'EHESS.

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions
sur notre site
www.cnrseditions.fr